

« De nous, pour nous »

Recherches participatives au Timor Est

Un projet de recherche sur la notion de patrimoine, mené depuis 2016 dans l'île d'Ataúro au Timor Est, dans l'archipel indonésien, a conduit à élaborer une démarche participative avec des communautés locales complexes. Les coordinatrices du projet en présentent ici les enjeux, le contexte, les difficultés rencontrées ainsi que les avancées.

Le projet POPEI-Coll (« Politiques culturelles, patrimoines locaux et approches collaboratives dans l'Est insulindien ») découle de travaux menés à Timor Est par l'IRD (Institut de recherche pour le développement) et ses partenaires nationaux et timorais. Ces travaux ont été initialement incités et soutenus par l'Institut français Timor-Leste (depuis 2012), puis subventionnés par le ministère de la Culture (2016-2017), et enfin par l'Agence nationale de la recherche à partir de 2019¹. Les recherches ont concerné différentes régions du pays avant de se centrer sur la petite île d'Ataúro, à 25 km au nord de la capitale, Dili. Elles répondent à la demande des populations locales pour une valorisation touristique et identitaire. Les travaux, initialement archéologiques, se sont étendus à un projet collaboratif portant sur les représentations locales de la notion de patrimoine, les sites et objets vecteurs de cette notion ainsi que leurs formes de protection ou valorisation à prendre en compte dans les politiques publiques culturelles.

POPEI-Coll s'inscrit dans le courant des recherches participatives avec un questionnement ample sur la portée des recherches, la participation des populations locales et les retombées de ce projet. Il bénéficie de deux atouts importants en recherche participative, la collaboration de chercheurs brésiliens en représentant les courants pionniers, et les acquis des recherches menées par l'UMR PALOC aux Marquises, au Brésil, au Kenya et en Tanzanie. Ce courant participatif est aussi à mettre en regard avec l'application du protocole de Nagoya² qui formule l'obligation de consultation des populations locales pour mener des recherches sur la biodiversité et les savoirs associés.

Contexte et enjeux

Un mégaprojet touristique englobe l'île Ataúro. Il est attendu par les populations qui en espèrent des emplois mais ses modalités restent imprécises. Il suscite des inquiétudes aussi. Sa mise en place se heurte au problème de l'eau douce dans une île où la ressource est rare hors de la courte saison des pluies. L'île demeure aujourd'hui à l'écart de toute moder-

nité : pas d'électricité hors du chef-lieu, pas d'eau courante hors des installations faites par l'Église dans un petit village du sud, une alimentation en eau très incertaine avec un seul tuyau qui court le long des deux côtes, et, hors de la piste du chef-lieu, aucune route carrossable. Mais la richesse culturelle de l'île s'exprime par la diversité linguistique (trois dialectes locaux), un rapport au territoire ancré dans des récits d'origine, des savoirs poussés sur la biodiversité et une gestion des ressources dans un milieu très altéré.

Ataúro, où alternent des formations volcaniques et des coraux soulevés, couvre 140 km² avec une population de 8 000 habitants. Quelques lambeaux de forêt humide s'accrochent au dôme de Manucoco (950 m), la forêt sèche subsiste dans quelques vallons mais dans l'ensemble de l'île la végétation dominante est une savane résultant de l'action du feu et des chèvres, émaillée de petites parcelles cultivées. Les projets touristiques ciblent certaines portions du littoral, les belles plages du nord ou les récifs coralliens à la biodiversité exceptionnelle. Dans la perspective du projet touristique, un plan d'aménagement envisage un tourisme différencié selon les régions de l'île, allant du complexe hôtelier de luxe aux éco-lodges locaux avec la perspective de plusieurs milliers de lits.

La constitution du pays se donne comme objectif la promotion des cultures locales, néanmoins la vision des instances chargées de la culture et du patrimoine (Secrétariat d'État à l'Art et à la Culture – SEAC, partenaire du projet) reste très institutionnelle et *top-down*. Dans ce contexte, le projet POPEI-Coll a prévu de livrer à ces institutions un outil de type système d'information géographique (SIG), une méthode et une formation pour l'inventaire du patrimoine sur un mode collaboratif, afin de permettre une meilleure articulation entre institutions et populations locales. Il cherche à explorer les possibilités d'une appropriation par ces populations des résultats de la recherche et d'une valorisation qui réponde à leurs attentes.

Les travaux sont menés par une équipe pluridisciplinaire relevant principalement des sciences humaines

DOMINIQUE GUILLAUD

Directrice de recherche IRD

LAURE EMPERAIRE

Directrice de recherche IRD

ARIADNA BURGOS

Post-doctorante IRD,
projet ANR POPEI-Coll

1. ANR 18-CE27-0020-01.

2. www.cbd.int/abs/

et sociales avec une large expérience soit de la région, soit de la recherche participative, et procèdent de nombreux échanges avec les représentants des populations locales, responsables des unités administratives ou chefs de maisons (équivalent local d'un lignage), et responsables des politiques culturelles à Dili.

L'explicitation du projet, la discussion sur les formes de restitution, les relations de confiance établies localement et l'identification des éléments auxquels les habitants accordent une valeur patrimoniale ont permis de faire émerger un ensemble de biens considérés comme patrimoniaux. Parmi ceux-ci, le rapport au territoire et à une histoire qui imbrique narrations mythiques et éléments historiques est central. Mais cette relation au temps et à l'espace est déclinée de diverses manières selon les maisons et le narrateur. Loin de tenter d'en faire un récit unique, la pluralité des récits est mise en exergue dans le projet et leur restitution ne peut être unique. D'autres éléments fortement territorialisés comme les vallées du miel, répondant à une connaissance fine de l'écologie des abeilles, les ressources littorales ou celles de l'agrobiodiversité sont aussi discutés localement. Dans le cas des coquillages ou des plantes cultivées, les femmes deviennent les interlocutrices privilégiées.

L'enjeu du SIG patrimonial est de répondre aux attentes des populations tout en préservant le caractère confidentiel ou de circulation restreinte de certains savoirs ou histoires. Des cartes, établies à la demande, sont le support de restitution locale privilégié dans la mesure où toute la chaîne opérationnelle, du point GPS à l'information qui y est associée et à son traitement graphique, est visible et accessible aux techniciens du SEAC formés par le projet et à une partie de la population locale. D'autres formes de valorisations co-construites, comme des vidéos, la rédaction de dépliants thématiques, des expositions locales ou à Dili, relèvent de la même logique.

Verrous et avancées de la participation

Les verrous d'une telle recherche sont nombreux et peuvent se ranger en plusieurs catégories.

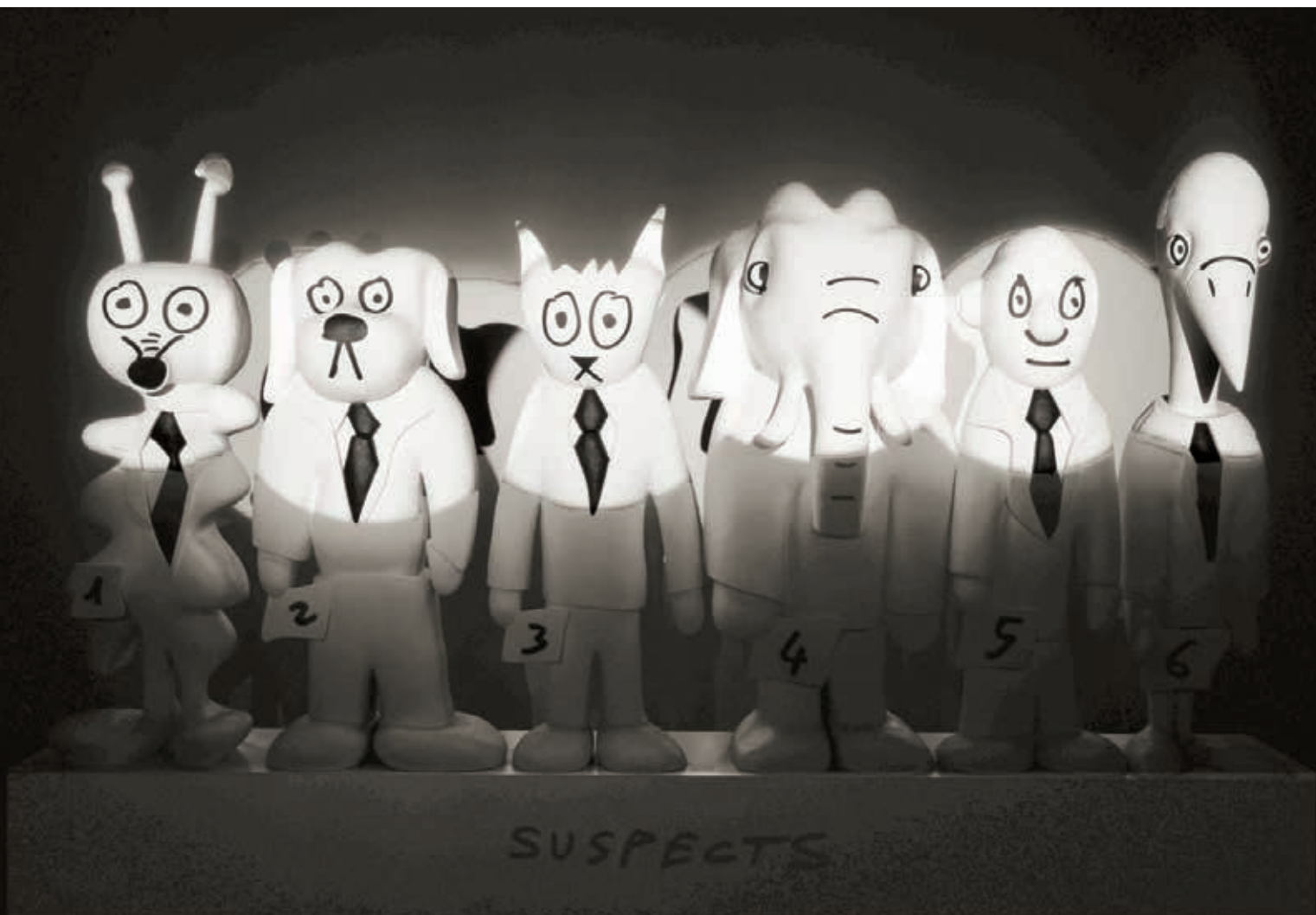
1) **L'échelle de la participation** est la première contrainte, car l'accord collectif doit se calquer sur l'unité sociale fonctionnelle, qui est variable. Dans tout le sud de l'île, il s'agit de la maison ou de ses branches, qui ont plus ou moins conservé leurs prérogatives territoriales en dépit des regroupements de populations imposés par l'Église puis par les Indonésiens. Ces unités correspondent à une réalité tangible puisque beaucoup d'informateurs invoquent la nécessaire présence d'autres membres de leur lignage pour livrer des informations. Dans d'autres lieux, généralement les ensembles protestants du nord où la religion a complètement modifié les relations sociales, le hameau représente l'unité pertinente, regroupé autour de l'église. Dans certains cas enfin, ceux des savoirs spécialisés, l'échelle de la participation est celle de l'individu. Comme pour la collecte des informations sur les patrimoines, les échelles de la restitution seront également à discuter en prenant soin d'éviter

les problèmes de conflits de frontières, de légitimité de récit, etc.

2) **La réception par les populations de notre démarche** correspond à des attitudes contrastées. Certains ont résumé l'accord d'une participation en adéquation avec leurs attentes dans la formule « de nous, pour nous », signifiant que le chercheur est, sous conditions, le « metteur en scène » de leurs patrimoines. Dans d'autres cas, la proposition de recherche est l'objet d'un intérêt bienveillant, susceptible d'acquiescer ensuite davantage d'adhésion. Ces attitudes positives sont à rapporter à l'intérêt des groupes locaux pour les productions scientifiques : cartographie des toponymes et des maisons et généalogies, dans un contexte où ces savoirs traditionnels s'étiolent, et où des perspectives liées au tourisme pourraient permettre de valoriser certains sites, produits ou savoirs. Des attitudes réservées ou négatives sont en revanche inspirées par la méfiance devant des démarches inconnues, par la peur de transgresser le domaine du sacré et des ancêtres ou celle d'outrepasser les règles de confidentialité ; dans une même maison tous peuvent ne pas être d'accord sur l'attitude à adopter. La démarche pose aussi la question des informations secrètes et de la façon de les traiter. Une perte de savoirs anciens explique aussi ces réserves, de même que la divulgation d'informations associées à des litiges, fonciers notamment. La recherche doit prendre en compte ces gradients différenciés d'adhésion au projet et les expliciter.

Le projet ne contourne pas la question de l'instrumentalisation du chercheur, et d'une ressource monétaire potentielle, car l'intérêt qu'il porte aux informations donne à celles-ci une valeur que certains espèrent monnayer. Mais alors que ces conditions sont le lot de toute recherche, dans le cas d'un projet requérant une participation collective, ce sont des contraintes qu'il est nécessaire de prendre en compte.

Les résultats scientifiques du projet POPEI-Coll se construisent progressivement, dessinant la carte patrimoniale des territoires coutumiers. Mais ces résultats sont positionnés politiquement et n'ont de sens que par rapport à la volonté du ou des groupes de les faire apparaître. Le déroulement d'une recherche se fonde sur un assemblage de représentations de l'autre, de ressources et de connaissances toujours questionnées de part et d'autre. En dépit de son caractère participatif, elle demeure porteuse d'asymétries de part et d'autre qui peuvent s'avérer productives ou mener à l'impasse. Le temps dira quelle est la robustesse de cette articulation. ■



Recherche culturelle et sciences participatives